

le savez sans doute, de tous les pays du monde, celui qui dépend le plus du commerce avec l'étranger, de la libre circulation des produits et des gens, et le reste. C'est de cette façon que s'est constitué notre pays.

Plus précisément, sans tenter de vous faire divulguer les projets du Gouvernement, quelles sont certaines des mesures que vous pourriez prendre?

Sharp: Oh! On les connaît très bien. Toute une série de recommandations a été faite. L'une d'entre elles voudrait que nous fixions une certaine proportion assignée à la propriété canadienne, ou encore que toutes les filiales puissent vendre des actions au Canada; d'autres personnes ont proposé que nous établissions un mécanisme de sélection; d'autres encore ont mis de l'avant un projet de "Rachat du Canada", et le reste. Aucune de ces suggestions ne constitue une réponse complète en soi. Le Gouvernement a constaté qu'il avait, au cours des ans, abordé le problème en faisant preuve d'une grande ouverture d'esprit et d'une grande prudence avec le résultat, selon moi, que notre pays est en bien meilleure posture aujourd'hui que si nous avions eu recours à des mesures draconiennes dans le passé; de telles mesures nous auraient coupé l'accès au capitaux et à la technologie sans lesquels nous n'aurions pu devenir le deuxième pays le plus riche du monde en matière de revenus.

Est-ce à dire que le Gouvernement est d'avis que la proportion de la propriété étrangère dans le secteur manufacturier, par exemple, qui s'élève à 53% ne constitue pas une situation déplorable?

Sharp: Non, cela nous préoccupe beaucoup, mais d'autre part, nous disposons maintenant d'une solide infrastructure industrielle parce que les capitaux et la technologie nous étaient accessibles. Voilà pour l'aspect historique de la question. Maintenant, comme le Premier Ministre l'a déclaré, nous pouvons nous permettre de choisir nos moyens d'action. Nous sommes maintenant beaucoup plus autonomes en ce qui a trait aux capitaux. Nous pouvons maintenant commencer à fixer des conditions relativement aux types nouveaux d'investissements étrangers, aux prises de contrôle et aux réalités de cette nature.

Certains Canadiens affirment que la situation s'est à ce point détériorée, qu'elle est tellement critique qu'ils ne contrôlent plus leur propre destinée.

Sharp: Oh! Cela est ridicule! C'est moi qui suis le Ministre des Affaires extérieures et je ne constate aucune répercussion sur la conduite de la politique étrangère qui soit attribuable à l'influence du capital étranger au Canada. Absolument aucune!

Que dire alors du taux de chômage aux États-Unis et des effets qu'il a chez vous?